

Claude DEMEURE
1, bd des Promenades
1227 - CAROUGE
Tél.: 022 343 14 88 / 078 652 84 97
Mail : claudedemeure@edu.ge.ch

Genève, le 6 mai 2005

Monsieur Alain Jeannet
Rédacteur en Chef
Journal l'HEBDO
Case Postale 6682
1002 Lausanne

Monsieur le Rédacteur en chef,

M'exprimant en tant que membre de la Fédération des enseignantes et enseignants genevois (FEG), je ne m'abaisserai pas à prendre au sérieux le signataire de la lettre ouverte que vous avez publiée le 14 avril dans les colonnes de votre hebdomadaire : je laisse aux destinataires de ce brûlot mouillé, Madame la Conseillère Anne-Catherine Lyon et Monsieur le Conseiller Charles Beer, le soin de donner à M^e Charles Poncet la réplique qu'ils jugeront, à leur niveau de responsabilité, politiquement adéquate.

Ainsi donc M. Charles Poncet donne dans la récidive : après la philippique contre les agriculteurs¹, la diatribe contre les enseignants ! Mais après tout on peut comprendre qu'un petit avocat ait envie de se faire maître... Quoi de plus excitant, n'est-ce pas, qu'un bon réquisitoire sans nuance pour feindre de nourrir le débat politique et, par la même occasion, faire vendre l'Hebdo. Hélas! à défaut d'idées, on n'aura vu défiler ici qu'un florilège d'insultes : "*soixante-huitards*", "*laxistes*", "*paresseux*", "*cuistres*", "*renégats*", "*ronds-de-cuir*" ! De la part d'un ténor du barreau, on s'attendait à un certain panache ou, à défaut, à quelque brio ! Déception : le fringant bretteur se révèle fort pitoyable rhéteur.

Comment en effet ne pas être consterné par l'immaturation intellectuelle de celui qui, prônant la "*rigueur*", exige que soit restaurée "*l'autorité des maîtres*" après s'être complu sur deux colonnes à les vilipender ?

Que penser de ce libéral amnésique qui s'autorise à interpellier le socialiste Charles Beer pour la chienlit que sut instaurer pendant dix ans sa collègue de parti, Martine Brunschwig Graf ?

Quel sérieux reconnaître à celui qui, déguisé en ardent défenseur de "*la fonction primordiale de l'enseignement public*", exige de la "*discipline*", "*des écoles strictes, sévères même*" alors qu'il se vantait, il y a deux ans à peine, dans un autre article de l'Hebdo², de s'être fait expulser de Florimont en des circonstances qui lui avaient valu, je cite, de "*finir devant le juge des mineurs*" ?

Quel crédit enfin accorder à qui dénonce un système d'éducation "noyé dans les flots de l'argent public" alors que, depuis 1994, les dépenses générales pour l'instruction publique ont diminué de 5,7% et que, parallèlement, l'école genevoise a absorbé 12,1 % d'élèves en plus ?

. / .

¹ L'Hebdo - novembre 2003

² L'Hebdo - octobre 2003

On pourrait certes se contenter de sourire des turlupinades de M^e Poncet et de la place que vous leur accordez s'il s'agissait seulement d'amuser la galerie. Mais force est de constater que cette lettre ouverte s'accompagne dans le même numéro d'une attaque en règle, sur cinq pages, contre les "*enfants gâtés*" de la fonction publique et contre leur statut décrété archaïque. Que ce n'est pas la première³ et qu'elle s'apprécie d'autant mieux quand on voit avec quelle jubilation vous annoncez dans vos colonnes : "*Une nouvelle droite émerge. Enfin !*" (février 2004), en ajoutant, lyrique : "*Libérale, créative, décomplexée, elle concocte les idées qui moderniseront la Suisse.*"

Votre magazine mélange tout : l'information, les invectives, le débat, le marketing politique. Et ce mélange n'est pas innocent.

Mettons les choses au point. Il ne s'agit nullement pour nous, enseignants, de nier les difficultés que traverse l'institution scolaire. Vous titrez en décembre 2004 : "*L'école en crise*" : soit ! Téméraire, vous préconisez : "*Nos 10 remèdes*" : on peut sourire... Vous lancez "*La matu ne vaut plus rien ?*" (août 2004) : pour brutale qu'elle soit, l'interrogation n'est pas nécessairement illégitime. "*Genève a mal à son école*" (février 2004), "*Mission impossible pour les profs*" (septembre 2004) : ces constats ne sont pas dénués de vérité... Le débat nous concerne : nous y sommes partie prenante. Nous ne saurions en revanche accepter que les enseignants soient tenus pour responsables de choix de société sur lesquels ils n'ont aucune prise.

Qu'il semble loin toutefois (octobre 2003) le temps où l'Hebdo titrait : "*Education. Mon prof, ce héros*" et consacrait à ce sujet six pages où l'on pouvait lire : "*Plus que les notes ou les réformes, c'est la qualité de l'enseignant qui sauvera l'école*" ! Il est vrai que cette année-là triomphait au cinéma "Être et avoir" et que l'air du temps, auquel le journaliste est si sensible, favorisait encore un certain regard bucolique sur l'école...

Palliant l'inertie du DIP, la Fédération des enseignantes et enseignants genevois (FEG) s'est mobilisée, tous ordres et degrés d'enseignement confondus, pour financer, sur ses deniers propres, une campagne destinée d'une part à défendre l'image de l'enseignant et celle de l'école publique dans laquelle quotidiennement il s'engage et, d'autre part, à rassembler, sans exclusive, les efforts de tous les acteurs concernés par le maintien d'une école de qualité. Affichettes dans les bus, spots sur Radio Lac, pubs dans les cinémas : une première phase a été lancée fin mars, début avril. Le TJ 19 :30, la Radio suisse romande, la Tribune, le Courrier en ont rendu compte : dans l'Hebdo, pas un mot ! Les faits sont cruels, pour votre rédaction. Et votre stratégie, claire.

Dans ce contexte, la lettre ouverte que vous avez publiée est hélas éloquente ! Non dans sa forme (indigente) ni dans son contenu (inconsistant), mais dans son intention : celle de discréditer l'ensemble d'une profession. En Suisse, semble-t-il, le délit de calomnie n'existe pas dès lors qu'on s'en prend à une collectivité : M^e Charles Poncet le sait. Qui en profite ? L'Hebdo. Dont acte !

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Rédacteur en chef, mes salutations distinguées.

Claude DEMEURE
Enseignant au Collège de Saussure

— Copie à M. Charles Beer, Conseiller d'Etat au DIP

³ "Fonctionnaires : Touche pas à mes privilèges !" (L'Hebdo, mai 2004), "Fonction publique : fin de l'éden genevois ?" (L'Hebdo, novembre 2004)